



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 32 - vendredi 9 juillet 2010

Dans ce numéro :

- La milliardaire, le ministre et les retraites...
- La « ri-lance » ou la reprise... de la récession

La milliardaire, le ministre et les retraites...

«Aujourd'hui, nous sommes face à un adversaire insaisissable et sournois, qui a pour nom la rumeur, le soupçon, le procès d'intention (...) avec le président de la République, nous ne céderons pas à cette agitation» vient de déclarer Fillon devant les scandales qui s'accumulent. Le même jour, Xavier Bertrand accusait Mediapart de « méthodes fascistes à partir d'écoutes qui sont totalement illégales » et Estrosi comparait le journal à « une certaine presse des années 30 » ! Tous ces ministres qui n'ont pas hésité à s'appuyer sur le populisme le plus réactionnaire pour flatter les préjugés de l'électorat d'extrême-droite perdent pied dès que la presse révèle leur réalité, celle d'un gouvernement des riches par les riches.

Partis de l'affaire Woerth et Bettencourt, d'une histoire de famille, les scandales s'empilent les uns sur les autres. Après l'affaire des fraudes fiscales de la milliardaire connue du ministre du budget et a fortiori de sa femme qui administrait sa fortune, c'est maintenant le financement de la campagne de Sarkozy qui est en cause : 150 000 € en liquide dans des enveloppes passées directement au trésorier de l'UMP Woerth, alors que la loi prévoit des dons maximum de 7 500 €. L'ancienne comptable a même laissé entendre que la pratique des enveloppes était courante, lorsque Sarkozy, maire de Neuilly entre 1983 et 2002, était invité à la table des Bettencourt !

A cela s'ajoute encore le scandale des 12 000 € de cigares de Blanc aux frais de son ministère, celui du permis de construire illégal de Joyandet pour agrandir sa maison près de St Tropez... le même qui s'était fait affréter un jet privé pour une visite éclair en Martinique pour la modique somme de 116 000 € ! Cherchant à gagner du temps, Sarkozy a déclaré qu'un remaniement ministériel aurait lieu fin octobre, pour finalement annoncer la démission de Blanc et de Joyandet dans le but de sauver Woerth de la tourmente.

Conséquence des affaires, Sarkozy plonge à nouveau dans les sondages à 26 % de cote de confiance... Ce qui aiguise les appétits et les ambitions à droite, à l'image de Copé, qui vient faire de la surenchère au projet de loi de Woerth en cherchant à rajouter « une clause qui indexe, à partir de 2018, l'âge de départ à la retraite sur l'espérance de vie ». Le même Copé qui déclare à la presse : « J'ai été un ministre du budget heureux lorsque Dominique de Villepin était premier ministre » !

Le pouvoir est en crise, à droite, la curée commence, et cela au moment même où il tente d'imposer son plan de rigueur. La contre-réforme de Woerth en est la première phase, comme l'a redit Baroin en présentant les orientations budgétaires pour 2011 qui viennent d'être votées par les députés.

Changer le rapport de force

Par delà les frasques des ministres, qui révèlent leurs liens étroits avec la grande bourgeoisie, la crise politique exprime un phénomène plus profond et l'accélère, la rupture de l'opinion avec les discours sur la fatalité de la crise et la politique des Etats qui subventionnent la finance à fonds perdus et présentent la facture aux classes populaires.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Les « 150 nouvelles mesures » annoncées par Baroin dans le cadre de la RGPP pour économiser 10 milliards d'ici à 2013, ce sont les salariés et la population qui en subiront les conséquences : 3 milliards proviendront de la suppression de 100 000 postes de fonctionnaires (qui s'ajoutent aux 100 000 postes supprimés depuis 2007) et 2 milliards de la réduction des dépenses de fonctionnement de l'État ce qui signifie en particulier une baisse drastique des dotations pour les communes, en particulier les plus pauvres.

Baroin a annoncé également que l'APL versée aux étudiants annulerait la demi-part fiscale pour enfant à charge pour les parents. De même, il reporte sur six ans au lieu de cinq initialement l'augmentation prévue de l'allocation adulte handicapé.

Parallèlement au budget, Woerth a annoncé aux syndicats de la fonction publique le gel des salaires pour 2011, ce qui ne s'est pas vu depuis 2003, et rien de prévu pour 2012 et 2013.

Quant à la santé, elle aussi dans le collimateur du gouvernement, le journal *Le Parisien* vient de révéler qu'une cinquantaine d'hôpitaux de proximité, opérant moins de 1 500 personnes par an, seraient menacés de fermeture !

Pour mener son offensive, le gouvernement multiplie les déclarations sur l'ampleur de la dette et l'urgence des « réformes ». Mais c'est sa propre politique qui a fait exploser la dette en renflouant les banques et les trusts. Ce sont tous les cadeaux fiscaux aux entreprises comme aux plus riches qui ont conduit à une perte de recettes fiscales cumulée de 101 milliards d'euros à 120 milliards d'euros entre 2000 et 2009... et aujourd'hui, le gouvernement veut faire payer la note à toute la population.

Sur les retraites, beaucoup de travailleurs s'affranchissent des discours et du chantage de Woerth sur la « catastrophe démographique », en mesurant à quel point ils ne servent qu'à justifier une politique destinée à faire payer au plus grand nombre la crise de leur système.

Le premier épisode du scandale Woerth-Bettencourt a été un des éléments de la réussite de la manifestation du 24 juin. Aujourd'hui, il s'agit bien de profiter de l'affaiblissement du gouvernement pour approfondir la crise, sans en craindre les conséquences, ce qui veut dire sans craindre l'affrontement et les suites qui pourraient en résulter, sans craindre de poser la question de qui dirige. Mais fait inquiétant, loin de cela, piégées par toute la politique du « dialogue social » menée par Sarkozy-Fillon comme par leurs réflexes « d'indépendance » à l'égard de la politique, l'ensemble des directions syndicales restent particulièrement silencieuses sur le sujet.

Les directions syndicales passives devant la crise du pouvoir

Aubin, de la CGT, a ainsi déclaré : « *On n'entre pas dans ce jeu politique, on essaie de nous égarer* ». Devy, de FO, assure que les discussions se poursuivent chaque jour et que l'affaire Bettencourt n'a rien modifié : « *surtout pas, on continue et Eric Woerth reste disponible* ». Quant à la CFDT, elle exprime clairement son objectif par la position de Malys : « *Le changement d'homme ne changerait pas grand-chose ! (...) Personne n'a intérêt à repousser la réforme. Celle du gouvernement est extrêmement mauvaise mais il faut une réforme ! (...) Si on peut faire changer un peu les choses pour rendre cette réforme moins dure, il faut le faire !* ».

Avec des calculs et des objectifs différents, les réactions des directions syndicales illustrent le piège même où elles se trouvent. Elles craignent de ne pas avoir « d'interlocuteur », au moment où c'est l'ensemble du gouvernement qui est affaibli politiquement. Prisonnières du dialogue social et craignant de formuler une politique d'affrontement avec le pouvoir pour le faire reculer, elles continuent à réclamer la « réécriture » du texte. « *Les gens ne manifestent pas contre le principe d'une réforme des retraites, déclarait Chérèque le jour de la manifestation, mais contre cette réforme des retraites* »... Façon d'accréditer les discours du gouvernement qui prétend faire sa réforme pour « *sauver les retraites* » alors qu'il s'agit avant tout de satisfaire les appétits des marchés financiers, et de limiter par avance, surtout, la portée du 24 juin.

Se drapant dans « l'indépendance » du syndicalisme par rapport à la politique, les directions syndicales réclament encore des « négociations » à froid, alors que Woerth est resté très clair après la manifestation du 24 juin : seuls des aménagements à la marge sont envisageables, sur la pénibilité et les carrières longues.

Sous la pression du succès des manifestations du 24 juin, l'intersyndicale appelle à une journée de grève et de manifestation le 7 septembre, mais sans chercher à en faire le point de départ d'une lutte d'ensemble pour inverser le rapport de force, prenant appui sur la crise politique que traverse le pouvoir. Elle se garde bien d'exiger le retrait pur et simple du projet de loi sur les retraites, comme la jeunesse a pu l'imposer lors de la lutte contre le CPE. De même, elle ne cherche pas à relier la question des retraites aux attaques contre les fonctionnaires, au plan de rigueur, en appelant le monde du travail à la riposte pour changer le rapport de force global.

Mais cette journée du 7 septembre se discute dans les entreprises, les services, parmi les équipes militantes, en même temps que les scandales et la crise politique de la droite au pouvoir. La question de l'affrontement face au gouvernement est posée par sa propre fuite en avant. Beaucoup de militants, de salariés ressentent l'urgence de préparer cette lutte pour imposer le retrait.

Engager une lutte politique d'ensemble contre le gouvernement et ses attaques

Répondre à ce besoin, c'est formuler une politique, un programme capable d'unifier, de donner confiance en partant des maturations qui sont en train de s'opérer dans les consciences. C'est une étape indispensable pour construire une réelle lutte d'ensemble, qui ne peut être qu'une lutte politique du monde du travail, conscient de ses intérêts de classe face aux possédants et au gouvernement qui les sert.

Une telle politique est radicalement différente de celle du PS qui voudrait mener la révolte qui s'exprime actuellement dans l'impasse institutionnelle des élections de 2012 et de l'alternance. Cette politique ne peut aider en rien les travailleurs confrontés aux conséquences de la crise, comme on le voit dans d'autres pays européens dirigés par la gauche aujourd'hui. Sur les retraites d'ailleurs, si Aubry avait pu déclarer avant le 24 juin que le PS reviendrait sur le recul de l'âge légal en cas de victoire en 2012 -tout en prenant position par ailleurs pour l'allongement des annuités-, elle vient de préciser les choses en déclarant dans un meeting à Roubaix : « *Nous ne demandons pas le retour à 60 ans pour tout le monde : nous ne l'avons jamais demandé. Nous savons qu'il va falloir travailler plus longtemps mais nous voulons que ceux qui ont commencé à travailler tôt puissent partir à 60 ans* ». Une façon d'être plus « *crédible* »... auprès des classes dominantes.

Oui, il faut une « *perspective politique* » aux luttes, toute la question est de savoir laquelle.

La perspective du retour de la gauche libérale au gouvernement pour gérer les affaires des classes dominantes est une impasse pour les travailleurs. Elle les paralyse, les détourne des vraies questions, nourrit la passivité.

Le succès de la manifestation du 24 juin a montré que les travailleurs ne sont pas démoralisés et qu'ils ne comptent pas sur les élections et une autre alternance, dans laquelle ils n'ont pas beaucoup d'illusions, pour changer leur sort. Beaucoup veulent intervenir eux-mêmes. Il s'agit aujourd'hui de formuler avec eux une politique pour leur permettre de le faire.

Le monde du travail doit affirmer sa propre politique pour défendre ses propres intérêts, dans la lutte de classe qui s'intensifie aujourd'hui. Il faut une perspective au mécontentement, c'est-à-dire un programme pour les luttes, pour les penser en termes politiques et de rapport de force.

Cette politique commence par la lutte pour le retrait et pas pour amender à la marge un projet de loi qui est un recul majeur. Se battre pour le retrait signifie aussi affirmer la légitimité de revenir sur toutes les contre-réformes depuis 1993, qui ont déjà abouti à un recul des pensions de près de 20 %.

Pour mener une telle politique, il faut également dénoncer la politique de Sarkozy-Fillon, ce gouvernement des riches par les riches, qui veut imposer à l'ensemble de la population de payer pour les banquiers et les spéculateurs.

C'est en pensant politiquement le rôle des luttes que les convergences peuvent se construire, avec les salariés de la fonction publique, de l'Éducation que le gouvernement veut attaquer. Avec la jeunesse qui pourra trouver sa place dans une lutte qui fait de la question des retraites une lutte politique contre le gouvernement et les classes dominantes qui veulent lui imposer, comme partout en Europe, un avenir de régression sociale.

Cette politique d'indépendance de classe, elle se discute déjà partout dans les entreprises, dans les syndicats, dans les collectifs, ou sur les lieux de vacances. A travers ces discussions commence le regroupement de celles et ceux qui sentent que le moment est venu de changer le rapport de force, de faire reculer le gouvernement sur les retraites, de construire la première étape vers une contre-offensive.

Laurent Delage

[Au sommaire](#)

La « ri-lance » ou la reprise... de la récession

Les « *Rencontres économiques d'Aix-en-Provence* », qui rassemblent tous les ans le gratin du patronat français et de la finance, aux côtés de divers « spécialistes » se sont déroulées du 2 au 4 juillet à l'initiative d'un certain « *Cercle des économistes* ». Le thème était : « *A la recherche d'une nouvelle croissance* », un trait d'humour « *alors que nous sommes au bord du gouffre et qu'un piano est en train de nous tomber sur la tête* », selon l'incontournable Attali...

Pas en reste avec l'humour, la ministre Lagarde, invitée à expliquer comment on pouvait concilier plans de rigueur et discours sur la relance, s'est fendue d'un nouveau « concept » : la « *ri-lance* », un « *subtil dosage qui consiste en réalité à réduire la dépense publique là où ce sera le moins douloureux pour la perspective de relance de l'activité économique* »... Comprendre : on continue à ponctionner les caisses de l'Etat pour soutenir les multinationales et les banques, et on augmente la facture présentée à la population...

La plaisanterie cynique de Lagarde n'est qu'une façade. Personne ne croit à « *une nouvelle croissance* » au moment-même où les « *mauvaises nouvelles* » s'accumulent, comme en témoigne cette série de titres de la presse économique de ce début juillet : « *La croissance fléchit encore dans l'industrie manufacturière* », « *Etats-Unis : hausse des intentions de licenciements en juin* », « *L'économie chinoise montre des signes de décélération* », etc...

En guise de « *nouvelle croissance* », c'est dans une nouvelle phase de récession que nous entrons. La question, pour les patrons comme pour le gouvernement, est de savoir comment y perdre le moins de plumes possible, aussi bien du point de vue financier que politique.

G20 entre division, concurrence et impuissance

Mais leur « humour » cynique est aussi un signe de leur impuissance à maîtriser la crise. Impuissance dont le dernier sommet du G20, qui s'est déroulé à Toronto samedi 3 et dimanche 4 juillet, est une illustration concrète, au niveau international. Ce sommet s'est révélé être un véritable bide, au point que nous n'avons même pas eu droit au grand guignol médiatique des sommets précédents, où la photo de famille finale était l'occasion pour chacun des participants de se féliciter d'avoir « *vécu un moment historique* », voire d'avoir conduit le capitalisme sur la voie de la « *morale* » et de « *l'éthique* ». Même Sarkozy n'a rien trouvé à dire ! C'est dire si le moral est bas en haut lieu...

Et si ce sommet a fait quand même la une de l'actualité, c'est parce qu'il va coûter plus d'un milliard de dollars aux contribuables canadiens, quarante fois plus que le sommet précédent de Londres. Et aussi parce qu'il a été le lieu d'affrontements violents entre les manifestants contre le sommet et les forces de l'ordre qui ont arrêté quelques 500 personnes. C'est que le gouvernement conservateur canadien n'avait pas regardé à la dépense en matière de sécurité : 930 millions de dollars ont servi à financer un immense regroupement de policiers, tandis que toute activité a été suspendue pendant plusieurs jours dans des quartiers entiers de Toronto.

Cet étalage indécent de fric et de flics a déclenché la colère de la population canadienne, outrée d'une telle débauche de dépenses alors que, pour elle, les temps sont à l'austérité. Et cela d'autant plus que l'événement que le gouvernement canadien prétendait mettre en valeur s'est avéré au yeux de tous comme une pantalonnade inutile.

Le sommet lui-même a été dominé par les préoccupations immédiates des gouvernements, confrontés à l'exacerbation de la concurrence et à la nécessité de faire face à des situations économiques, financières et politiques propres qui s'imposent à chacun d'entre eux et rendent dérisoires leurs prétentions à mettre en place la nouvelle « *gouvernance* » mondiale que tous disent indispensable. Comme l'a constaté Obama : « *nos défis sont aussi divers que nos nations* »...

De fait, la politique d'austérité mise en place dans l'ensemble de la zone euro pose un problème au capitalisme américain, de même qu'aux pays « émergents ». Malgré la crise, l'Europe, du moins pour ses pays les plus riches, constitue une part importante du marché mondial pour les marchandises produites aux USA, en Chine, etc. Réduire par des plans d'austérité le pouvoir d'achat des populations européennes entraînera obligatoirement un rétrécissement de ces marchés, autrement dit une diminution des importations. C'est un facteur qui joue sur la croissance des pays exportateurs, un facteur de récession.

Ce phénomène est accentué par la baisse de l'Euro par rapport au dollar. Jusqu'à présent, la politique des instances monétaires américaines avait été de maintenir un dollar bas par rapport à l'euro pour favoriser les exportations. La crise des déficits en Europe, en poussant l'euro à la baisse, neutralise cette politique monétaire et modifie la situation. Les prix des marchandises venues des USA sur la zone euro augmentent tandis que, réciproquement, les prix des produits européens sur le marché américain baissent.

Sur ce même terrain monétaire, à quelques jours du G20, la Chine avait annoncé une réévaluation de sa monnaie, le yuan. C'est une monnaie qui, contrairement au dollar ou à l'euro, n'est pas soumise aux caprices des marchés des changes. Elle est fixée par l'Etat, indexée sur le dollar, et bénéficie ainsi d'une parité fixe avec ce dernier. Le gouvernement chinois était accusé par ses partenaires, Obama en tête, de favoriser les produits chinois à l'exportation en maintenant sa monnaie à un taux trop bas par rapport au dollar. Mais Obama a une autre raison de demander une réévaluation du yuan : la dette abyssale des caisses de l'Etat, dont une partie importante est détenue par les fonds souverains chinois. Réévaluer le yuan par rapport au dollar revient à diminuer la valeur du dollar, et donc la dette...

La position d'Obama au G20 s'explique d'autant plus que les illusions sur la reprise aux USA prennent l'eau de toute part. L'immobilier, par qui tout avait commencé en aout 2007, est de nouveau en crise. Le chômage continue d'augmenter. Le « *moral des ménages* » est en baisse. Les spéculateurs dépriment : « *Wall Street plombée par les craintes sur la reprise : Le Dow Jones est repassé sous la barre des 10.000 points alors que les inquiétudes sur la vigueur de la reprise économique restent de mise sur les marchés.* » pouvait-on lire dans *les Echos* du 29 juin, quelques jours avant le G20...

La baisse des Bourses ne se limite pas aux USA. « *Manquant de confiance dans la solidité de la reprise* », c'est l'ensemble des Bourses qui, après avoir connu une hausse quasi continue en 2009, se sont remises à baisser. 3 500 milliards de dollars de capitalisation boursière seraient partis en fumée sur les trois derniers mois. La baisse est telle que la capitalisation boursière de certaines entreprises du CAC40 serait devenue inférieure à leur valeur réelle. Une occasion rêvée pour les prédateurs en quête d'acquisitions bon marché...

Crise de la dette, récession, la guerre de classe à l'œuvre

Cette déprime boursière s'ajoute, en Europe, à la crise de la « *dette publique* » qui frappe depuis le début de l'année la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie. Plus que la hauteur de la dette, qui n'est pas significativement supérieure à celle des autres pays, cette crise est le résultat des attaques spéculatives des détenteurs des titres de cette dette, c'est-à-dire des banques. En jouant sur le « *manque de confiance* », elles imposent des taux d'intérêt exorbitants, accentuant les risques de faillite de certains pays, affaiblissant l'euro, exacerbant la concurrence entre les pays de l'Union européenne. Prisonnière du diktat des banques, l'Union européenne a choisi de protéger ces dernières des risques de faillite dont elles sont responsables tout en faisant payer les frais de l'opération aux populations à travers des plans d'austérité draconiens.

Faisant face au plus pressé, l'Europe de la BCE aggrave son endettement : les 750 milliards d'euros qu'elle envisage d'utiliser pour soutenir les banques, elle va les emprunter à ces mêmes banques. En accentuant encore la régression sociale, elle réunit les conditions d'une nouvelle récession. Parmi tous les signes de cette tendance, les chiffres du déficit commercial français communiqué par les douanes : le déficit s'est creusé de 4,3 milliards d'euros en avril à 5,5 milliards en mai. Et la baisse des exportations est d'autant plus importante que les importations elles-mêmes ont baissé...

Un professeur d'économie new-yorkais, N. Roubini, résume ainsi la situation : « *Comment et quand arrêter les mesures de relance budgétaires et monétaires qui ont permis d'éviter que la récession de 2008-2009 devienne une nouvelle grande dépression ? L'Allemagne et la BCE plaignent pour une austérité budgétaire, les États-unis s'inquiètent en revanche des risques d'une consolidation budgétaire trop brutale. En fait, quelle que soit la réponse, les dirigeants du monde sont dans l'impasse...* » [1].

C'est bien le problème auquel est confronté le capitalisme. Cette impasse est la conséquence de la guerre de classe menée par les capitalistes et leurs États contre le monde du travail depuis les années 1980. Cette guerre de classe a débouché sur la crise. Sa poursuite en accentue les contradictions et rend impossible la mise en œuvre des mesures coordonnées qui s'imposeraient, du point de vue même des classes dominantes. Et cela conduit inexorablement une nouvelle aggravation de la crise.

« *Faute de mettre en place de telles mesures coordonnées, les pays les plus industrialisés risquent de connaître une dangereuse rechute dans la récession, avec des risques systémiques sévères sur les marchés financiers, des défauts de paiement de pays. Ce qui représenterait une menace considérable pour les pays émergents, qui jusqu'à présent connaissent une reprise économique plus solide* » écrit N. Roubini en conclusion de son article.

Pour notre part, nous écrivions, il y a une quinzaine de jours [2] : « *L'offensive déclenchée par l'ensemble des États européens pour rassurer les marchés, c'est-à-dire les financiers et les spéculateurs, les plans d'austérité ouvrent une période de régression généralisée qui conduit, à plus ou moins court terme, à une récession et à un nouvel épisode de la crise boursière et financière* ».

Il est probable que le déroulement du G8 et du G20, la situation économique et politique dans laquelle ils se sont déroulés, l'actualité de la semaine, avec son lot de « *mauvaises nouvelles sur la reprise* » soient les signes que nous entrons dès maintenant dans cette nouvelle phase.

Il n'y a pourtant aucune fatalité dans la situation. La crise que nous vivons est l'aboutissement de 30 ans d'expansion capitaliste, 30 ans d'une guerre de classe qui n'a eu pour objectif que de concentrer toujours plus de richesses entre les mains d'une minorité, au détriment de la majorité.

Sortir de la crise est possible, mais cela impose de remettre en cause ce qui fait le fondement même du capitalisme : la course au profit, le contrôle de l'ensemble de l'économie par une poignée d'aristocrates financiers. Cela ne peut-être le fait que des exploités, de leurs luttes sociales et politiques pour imposer leurs propres exigences.

Régression continue pour les uns, milliards des États et « résultats » insolents pour les autres, les inégalités sociales deviennent d'autant plus insupportables que les mensonges dont les dirigeants tentent de couvrir leurs exactions se révèlent au grand jour. Une crise politique se développe qui va bien au delà des individus et des partis qui sont « aux affaires ».

Tous les partis de gouvernement sont touchés, et à travers eux les institutions des États bourgeois eux-mêmes. La question du pouvoir se pose directement à tous ceux qui refusent de faire les frais de la crise. Nous vivons un tournant qui accentue l'urgence et la nécessité, pour les travailleurs, de se regrouper autour d'un plan contre la crise.

Ce plan, c'est, pour commencer, l'exigence de mettre fin à la régression sociale, en imposant des salaires décents, l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous, la fin des attaques contre les retraites, la protection sociale, les droits à la santé...

C'est également la nécessité de retirer aux financiers leurs moyens de nuire, en les expropriant et en plaçant le système financier sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population.

Tout cela ne peut se concevoir que si nous apportons nos propres réponses à la crise du pouvoir, en mettant en place notre pouvoir démocratique, un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations. C'est un plan vers le socialisme.

Daniel Minvielle

[1] *Comment éviter une rechute de la récession*, N. Roubini, *les Echos* du 5/07

[2] *Une situation inédite riche de nouvelles possibilités*, Yvan Lemaitre, *DR n°31*

[Au sommaire](#)